

D 1193 NICARAGUA: LES QUATRE COMPOSANTES DU RÉGIME

Le long document ci-après est une pièce importante à verser au dossier nicaraguayen. Dans la mesure où il est désormais possible d'envisager un après-guerre, quels que soient les sursauts de l'opposition nicaraguayenne armée de l'Unité nicaraguayenne d'opposition (UNO) (cf. DIAL D 1180), des questions fondamentales occultées par la guerre ne vont pas tarder à ressurgir avec vigueur dans le Nicaragua des sandinistes: le type d'économie à promouvoir, la réalité du pluralisme politique, l'indépendance par le non-alignement, les formes de la participation démocratique. Autant de problèmes abordés dans cette étude par Xavier Gorostiaga, économiste et jésuite comme il se présente lui-même, ancien directeur du Bureau de planification globale du ministère de la planification de 1979 à 1981 et actuellement directeur de la Coordination régionale d'enquêtes économiques et sociales (CRIES) pour l'Amérique centrale et les Caraïbes. Du même auteur, nous avons déjà publié un texte important sur "Les dilemmes de la révolution" (cf. DIAL D 924). Si l'approbation de la nouvelle Constitution (cf. DIAL D 1170) a représenté un pas important vers la normalisation politique, les graves difficultés économiques résultant d'une économie de guerre (cf. DIAL D 1167) constituent pour le pays un défi redoutable. C'est donc dans ce contexte difficile que Xavier Gorostiaga situe sa perspective d'économie mixte comme garantie de pluralisme politique. Conférence publiée dans la revue *Polemica* du Costa Rica, n° de septembre-décembre 1986.

Note DIAL

ECONOMIE MIXTE ET RÉVOLUTION SANDINISTE (Sept années d'expérience)

par Xavier Gorostiaga

1. Introduction

C'est un sujet difficile et fascinant. Un sujet qui suppose un débat permanent, libre, dans lequel il faut mettre l'accent sur la rationalité et rechercher des propositions constructives. Aussi je me permets de féliciter les organisateurs du CINASE et la Fondation Ebert pour cette initiative, et je me permets de suggérer que les centres de recherche du pays prennent la responsabilité d'ouvrir un débat sur ce sujet.

Ce séminaire peut en être la première étape sur un plan général, pour aborder ensuite les grands thèmes de discussion: économie mixte et démocratie, économie mixte et réforme agraire, économie mixte et planification, économie mixte et Constitution, etc.

La thématique est particulièrement importante à l'heure où, dans le pays, il est discuté de la Constitution et de l'institutionnalisation du mouvement révolutionnaire. Par ailleurs, la situation économique extrêmement difficile par laquelle passe le pays suite à l'agression et à la crise régionale et internationale, nous oblige à une étude sérieuse et la plus participative possible d'une telle problématique. C'est pourquoi je suggère qu'un débat public soit consacré au sujet économie mixte et Constitution.

2. (D'où je parle) *

Les intervenants qui m'ont précédé représentaient des institutions ou des fonctions très spécifiques dans la société nicaraguayenne. Pour ce qui me concerne, je tiens à préciser le sens de ma participation comme économiste qui a vingt-cinq ans d'expérience dans tous les pays d'Amérique centrale; comme chrétien, prêtre et jésuite, qui a eu la possibilité et le privilège de travailler pendant deux ans dans l'ancien MIPLAN en tant que directeur de planification globale et de coordinateur de l'équipe chargée de rédiger les premiers programmes économiques de 1980 et 1981; comme directeur de l'INIES pendant quatre ans; et comme coordinateur de la CRIES (Coordination régionale d'enquêtes économiques et sociales) pour l'Amérique centrale et les Caraïbes, organisation qui regroupe vingt-huit centres de recherche régionaux. Je parle sur la base de cette expérience et uniquement à titre personnel. Il s'agit en effet d'un sujet où il est impossible d'être impartial ni même objectif, en raison de toutes ses implications éthiques et politiques, surtout dans une situation aussi polarisée que celle du Nicaragua. En ce sens je suis d'accord avec Mgr Pablo Vega: "Au Nicaragua il est impossible de porter un jugement sans parti pris". Je ne prétends donc pas être objectif, mais seulement honnête.

Mon parti pris résulte des facteurs suivants: je parle en fonction des 67% de la population centro-américaine qui vit en-dessous du seuil de pauvreté et, surtout, des 42% de la population centro-américaine en dessous du seuil de la misère, d'après le rapport de la CEPAL (1) de mai 1985. Je parle à partir de l'Amérique centrale, la région qui a eu la plus forte croissance soutenue du monde de 1950 à 1978. Je ne parle pas à partir de l'expérience du désert du Sahara ou de la pauvreté structurelle de l'Ethiopie. Je parle à partir d'une région qui a connu une forte croissance, qui est potentiellement riche, mais qui a en même temps la distribution du revenu la pire du monde. Je parle à partir de la région qui, durant les cinq dernières années, a connu 200.000 morts et quelque 2 millions de réfugiés et déplacés pour raison de guerre et de conflit régional. Mes réflexions sur l'économie mixte se situent dans le cadre de la crise la plus profonde qu'ait connue la région, une crise qui dure. L'économie mixte à un moment où il est débattu dans la région d'un projet monroïste (2), néo-colonialiste, sous le patronage des Etats-Unis: il s'est traduit par le rapport Kissinger (3) et par l'Initiative pour le bassin des Caraïbes (4) dans le cadre du projet d'"unilatéralisme global" de la doctrine Reagan, qui a fait du Nicaragua et de l'Amérique centrale le test de la restauration de l'hégémonie nord-américaine. Je parle donc clairement, de parti pris, en fonction du choix des pauvres et des opprimés d'Amérique centrale, ainsi qu'en fonction du choix des petits pays de la périphérie qui, aujourd'hui et ici, dans l'arrière-cour des Etats-Unis, s'efforcent d'en finir avec leur statut colonial de "républiques bananières" et revendiquent le respect, l'autodétermination et la souveraineté.

3. L'économie mixte au Nicaragua

Le travail de José Luis Medal présente une analyse détaillée des différentes théories sur l'économie mixte. Je pense qu'il n'est pas nécessaire d'abonder sur l'ambiguïté de ce concept. L'Union soviétique comme les Etats-Unis ont des économies mixtes. En Amérique latine toutes les économies sont mixtes. Plusieurs pays d'Amérique latine (Mexique, Pérou, Brésil; etc.) ont une participation du secteur public plus élevée, dans le produit intérieur brut, que celle du Nicaragua après sept années de révolution. L'économie mixte ne peut donc pas se définir exclusivement par les formes de propriété ni par leurs pourcentages. L'économie mixte ne peut pas non plus se définir comme une forme intermédiaire, une "troisième voie" entre le capitalisme et le socialisme, étant donné que dans les deux systèmes et modes de production existe l'économie mixte. De la même manière il ne nous est pas très utile de dire que l'économie mixte est irréalisable parce qu'elle implique une confusion de logiques et de dynamiques, comme il a été dit ce matin. Il n'est pas non plus de grande utilité ni de grande portée de publier un opuscule intitulé "Requiem pour l'économie mixte", comme l'a fait le COSEP (5) en juillet 1985.

* Intertitre de DIAL

[1] Commission économique pour l'Amérique latine, de l'ONU [NdT].

[2] Monroe, président des Etats-Unis au 19^e siècle, qui a laissé son nom à la "doctrine" selon laquelle, en affaires étrangères, les Etats-Unis refusent toute ingérence extérieure. Cela a abouti en fait à l'hégémonie nord-américaine sur l'ensemble des Amériques.

[3] Une commission bipartite dirigée par Kissinger s'était rendue en juillet 1983 en Amérique centrale. En janvier 1984 elle remettait son rapport pour recommander une aide économique aux pays d'Amérique centrale - sauf le Nicaragua - afin de préserver les intérêts stratégiques des Etats-Unis [NdT].

[4] L'Initiative pour le bassin des Caraïbes, dit "plan Reagan" pour l'Amérique centrale et les Caraïbes - à l'exclusion du Nicaragua - est un vaste programme de développement économique lancé le 24 février 1982 par le président Reagan, suite aux recommandations du Conseil national de sécurité. Cf DIAL D 855 et 861 [NdT].

J'entends par économie mixte un projet stratégique, permanent, élément fondamental d'une transformation sociale, économique et politique du Nicaragua qui entend restructurer le pays au plan économique en même temps qu'elle le restructure socialement et politiquement, par un processus de large redistribution démocratique du pouvoir et de ses bases économiques. Une économie mixte qui maintient un équilibre entre le secteur de l'aire de propriété du peuple (secteur public), le secteur capitaliste privé et le secteur socialisé des petits et moyens producteurs privés. Une économie mixte qui combine la planification et la dynamique du marché, en cherchant à faire disparaître la dépendance, le sous-développement et la pauvreté. Une économie mixte qui équilibre les relations internationales par une nouvelle insertion dans le marché international, et qui permette de diversifier la dépendance d'un pays petit et pauvre de la périphérie de façon à ce qu'il gagne en souplesse et en autonomie dans le jeu des relations économiques internationales. Comment réaliser cet ensemble d'aspirations apparemment contradictoires et chargées de tensions? A mon sens, l'économie mixte ne peut s'étudier dans l'abstrait mais bien dans le cadre d'un projet de société et d'un système de rapport de forces au plan national, régional et international.

4. L'économie mixte dans les sept années de révolution sandiniste

Sept années d'expérience permettent de faire un certain nombre de réflexions et de dégager les lignes de force d'une dynamique. Mais ce laps de temps, dans les très difficiles conditions actuelles du Nicaragua, ne permet pas de déboucher sur une définition cartésienne faite d'idées claires et distinctes. On peut cependant distinguer les lignes de force du processus et la volonté politique dominante qui se dégage d'un ensemble d'hésitations, de corrections, de contradictions et d'incohérences inévitables dans une conjoncture aussi difficile.

J'ose avancer l'hypothèse qu'au Nicaragua se met en place un nouveau critère de référence pour le changement social, économique et politique pour les petits pays de la périphérie. Je ne l'appelle pas un modèle car je pense qu'il n'existe pas de "modèles" de changement social. Je le qualifie de nouveau critère de référence dans les expériences accumulées de transition pour le tiers-monde. Un nouveau critère de référence qui prétend parvenir simultanément à la profonde transformation sociale et politique dont le pays a besoin, et à la mise en place des bases structurelles et des avancées sociales d'un système démocratique.

A) Les pré-conditions idéologiques de l'économie mixte au Nicaragua et, éventuellement, dans d'autres pays impliquent, à mon sens, les trois conditions suivantes:

1) La logique des masses

On ne peut combiner la logique du capital et de la croissance "en soi" avec une logique qui prétend satisfaire ce que nous avons appelé en d'autres occasions les demandes fondamentales: "pain, toit, travail et dignité".

Dans "pain, toit et travail" nous incluons tous les besoins de base de la masse de la population, et par "dignité" nous entendons la nécessité d'un cadre national fait d'autonomie et de souveraineté propre à garantir la satisfaction de ces besoins.

Cette logique des masses n'est pas en opposition avec la logique de la croissance et de l'efficacité; elle en est au contraire partie prenante mais selon un rythme et certaines priorités différentes de celles accordées par la logique du capital, des transnationales et du pouvoir oligarchique minoritaire. La logique des masses ne croit pas à la main invisible qui produit "l'effet cascade" consistant à obtenir la croissance pour pouvoir irriguer toute la population. Elle croit bien davantage à un "effet volcan" qui va du bas vers le haut, c'est-à-dire qui répond aux besoins de base et met en route, à partir de la mobilisation et de l'organisation d'une population chaque jour plus satisfaite, un processus d'accumulation progressive.

La logique de la croissance et du capital a été une pleine réussite dans le premier-monde, qui a pu compter sur le pouvoir métropolitain et sur les colonies; cela a permis une accumulation primitive à la périphérie qui a entraîné une croissance forte et un développement soutenu pour les petites minorités dominantes du premier-monde. Le développement intégral du tiers-monde ne peut se faire selon cette logique capitaliste, à plus forte raison quand le capitalisme dépendant et déformé instauré dans le tiers-monde est encore plus excluant et oppresseur que le capitalisme de vieilles sociétés civiles développées au cours de siècles de domination sur le reste du monde.

La nécessité d'une nouvelle logique donnant l'hégémonie à l'économie mixte, à ses divers secteurs et à ses dynamiques variées, est fondamentale si l'on veut éviter la juxtaposition de dynamiques et de logiques. Il faut la cohérence d'une seule logique hégémonique et dominante, coordonnant de façon organique la richesse de l'économie mixte propre à faire disparaître le sous-développement et à enclencher la transition vers une nouvelle société.

2) Le nouveau sujet historique (6)

Le deuxième élément pour assurer la cohésion et la stabilité de l'économie mixte est le phénomène du pouvoir: le consensus et l'hégémonie. La logique des majorités correspond à un nouveau sujet historique constitué des masses opprimées et appauvries des petits pays de la périphérie. Ce nouveau sujet historique n'est pas exclusivement le prolétariat, étant donné que le prolétariat dans nos pays atteint à peine 10% de la population active. Le nouveau sujet historique est constitué des masses d'ouvriers, de paysans, d'habitants des périphéries urbaines et des travailleurs du secteur informel. Il faut y joindre les jeunes de moins de 20 ans qui, dans nos pays, font plus de 50% de la population et peuvent devenir l'un des facteurs déterminants de la construction d'une nouvelle société, comme sujets actifs de la nouvelle économie et non pas comme une charge pour le reste de la société comme on les a traditionnellement considérés.

Font également partie de ce nouveau sujet historique, avec leur poids spécifique, les femmes qui, dans les économies de subsistance et de satisfaction des besoins primaires, jouent un rôle parfois plus important que l'homme comme tel, et qui doivent donc avoir leurs particularités. Dans nos pays un rôle important est également reconnu aux minorités de production qui ont le droit d'être respectées et reconnues comme élément de la culture populaire nécessaire à la nouvelle société. Dans le cas particulier du Nicaragua, les minorités de la côte atlantique appellent un projet économique spécial pour leur région, en plus du projet politique d'autonomie actuellement en cours d'élaboration.

La logique des masses et ce nouveau sujet historique permettent d'atteindre des niveaux de consensus national inconnus jusqu'alors dans la vieille économie capitaliste dépendante et excluante du tiers-monde. Les phénomènes de production, de productivité, d'organisation des diverses formes de propriété, de participation à la gestion, etc., ne deviendront pas réalité tant que le pouvoir politique ne sera pas incarné dans les intérêts, les priorités et les rythmes du nouveau sujet historique.

3) La convergence idéologique

L'économie mixte entend être un phénomène infrastructural mais, sans aucun doute, en relations réciproques avec la superstructure idéologique. Nous pensons que l'économie mixte est la base du pluralisme politique. Par la redistribution du pouvoir économique, politique et culturel, les bases se renforcent et font apparaître un phénomène propre au tiers-monde: la convergence idéologique.

Dans le cas du Nicaragua on a plusieurs fois mentionné ce phénomène, dans le sens que trois grands courants historiques convergent pour donner naissance à un phénomène difficilement définissable en termes rationnels, cartésiens, avec des idées claires et distinctes, mais qui correspond davantage à la culture organique des peuples du tiers-monde et plus encore d'Amérique latine (7).

Élément de cette convergence, le nationalisme représenté au Nicaragua par Sandino pose l'identité nationale comme force de création de l'avenir, comme force de genèse du consensus national et comme force de résistance à l'agression et aux difficultés à vaincre pour parvenir à la nouvelle société. En Amérique centrale le nationalisme est un élément caractéristique de l'identité nationale du fait que cette région est considérée comme une "arrière-cour", est constituée de "républiques bananières" et a fait l'objet des interventions militaires les plus nombreuses dans le monde au cours des cent dernières années.

[6] Sur ce thème, voir l'important n° spécial de "Envio" de Managua de janvier-février 1986: El Nuevo Sujeto Histórico: Centro América 1979-85, el callejón sin salida de la política de EE.UU en el Tercer Mundo". Voir aussi, en complément, les précisions sur ce thème dans "Envio" de mars 1987, p. 7 et 8 [NdT].

[7] On retrouve ici le thème du "métissage" comme élément culturel fondamental en Amérique latine auquel ont, de façon inattendue, fait écho les catholiques de Cuba au terme de la 1ère rencontre nationale de l'Eglise de Cuba en février 1986. Cf. DIAL D 1096 [NdT].

Le christianisme est la deuxième caractéristique de la logique des masses et du nouveau sujet historique, s'exprimant dans une religiosité populaire, peu dogmatique et peu orthodoxe, mais qui a servi de refuge à l'identité du peuple face à l'oppression et à la domination historique.

Le marxisme, ou ce que j'ai appelé "le socialisme créole latino-américain", a intégré les expériences révolutionnaires du monde mais aussi les apports scientifiques de la tradition marxiste (8) pour la transformation de la société et de l'économie. Le marxisme est un nouvel apport intégré à la logique des masses et au nouveau sujet historique. Une grande partie du peuple analphabète ou pratiquement sans éducation scolaire n'a jamais lu ni ne sera jamais en état de lire les sophistications du marxisme ou les propositions socialistes plus scientifiques. Les gens du peuple savent cependant d'intuition ce que signifient leurs revendications d'émancipation et de libération quand elles sont intégrées à un projet socialiste d'une société conforme à leur culture et à leur identité nationale, projet qui réinterprète la science et les expériences de changement de société en fonction des réalités propres à chaque peuple.

En ce sens le sandinisme est une concrétion historique de ces trois pré-conditions rendant possible une économie mixte comme proposition structurelle permanente pour le Nicaragua. Le sandinisme est un phénomène historique et culturel qui va jusqu'à transcender les organisations portant son nom. La structure idéologique, produit de cette convergence, fournit la base d'un fort consensus national qui permet à son tour d'accumuler des forces, d'éviter la juxtaposition de dynamiques, de dépasser les tensions et contradictions permanentes que suppose la mise en place d'une économie mixte dans une nouvelle société.

B) Economie mixte et transition

L'économie mixte ne doit pas être conçue comme une fin en soi, mais comme une partie d'un processus de transformation sociale, économique et politique dans un pays du tiers-monde. Je me permets de présenter l'économie mixte comme l'un des quatre éléments fondamentaux constituant le nouveau critère de référence de ce qu'on peut, après sept années de révolution, appeler en tout sérieux la Révolution sandiniste.

Economie mixte, pluralisme politique, non-alignement et démocratie participative: tels sont les éléments définis comme constitutifs de la Révolution sandiniste. Pour ma part je considère que ces quatre éléments sont déterminants et indépendants, et que l'élimination de l'un ou l'autre romprait l'équilibre et en terminerait avec ce qui fait l'originalité de la Révolution sandiniste.

1) Economie mixte

a) Après sept années de révolution, l'économie nicaraguayenne est constituée de trois grands blocs. D'après l'analyse du produit intérieur brut (PIB) de 1985, leur ordre de grandeur était le suivant (voir graphique 1).

40% du PIB est généré par l'aire de propriété du peuple (APP), essentiellement dans le domaine des services comme le système financier et le commerce extérieur. En matière de production, tant agricole qu'industrielle, l'Etat ne contrôlerait pas plus d'un tiers de la production matérielle.

60% du PIB est généré par le secteur privé. Il est essentiel de faire la distinction entre le secteur des grands producteurs et celui des petits et moyens producteurs auquel s'ajoute l'aire informelle de l'économie. Fondamentalement ces deux secteurs contrôlent chacun 30% du PIB (un ordre de grandeur plutôt qu'un calcul statistique, pour faciliter la démonstration).

b) Par grands producteurs nous entendons, en matière agricole, les planteurs de café de plus de 100 manzanas (9), les planteurs de coton de plus de 500 manzanas et les éleveurs de plus de 1.000 manzanas. Le reste peut entrer dans la catégorie des moyens et petits propriétaires ainsi que des paysans sans terre. En matière industrielle on peut considérer comme grands producteurs ceux qui ont plus de 100 ouvriers, pour faire simple.

[8] Le lecteur se reportera utilement aux réflexions du P. Arrupe du 8 décembre 1980 sur le problème du marxisme chez les chrétiens [cf. DIAL D 705]. A l'époque supérieur général des jésuites, le P. Arrupe, tout en mettant en garde contre certains concepts marxistes, se montrait soucieux de ne pas passer à côté des acquis de ce mouvement historique [NdT].

[9] 1 manzana: 0,7 hectare [NdT].

* Les 30% du PIB contrôlé par ces grands producteurs ne représentent pas non plus un secteur homogène, ni politiquement ni économiquement. A l'évidence il y a un premier groupe de l'ordre de 10% du PIB qu'on peut cataloguer comme étant constitué de chefs d'entreprises patriotes, c'est-à-dire un important secteur privé qui prend des risques, investit et collabore au processus d'économie mixte. Dans cette catégorie entrent un certain nombre de compagnies transnationales qui travaillent dans le pays. L'étude récente de James Austin et J.C. Ickis, publiée dans *Harvard Business Review* de mai-juin 1986, aborde le cas de quarante multinationales qui ont continué de produire sous la Révolution populaire sandiniste et qui, dans leur grande majorité, se sont adaptées de façon surprenante à la nouvelle économie mixte, à la nouvelle politique économique, au système de programmation-planification qui se met en place dans le pays, et aux nouveaux objectifs révolutionnaires. En ce sens l'exemple des compagnies multinationales est la démonstration d'une souplesse et d'une vision à long terme qu'on peut considérer comme une garantie de l'économie mixte en tant que système structurellement permanent et pouvant bénéficier du soutien du capital international. Si l'on ajoute à cela la possibilité d'une nouvelle loi sur l'investissement étranger, préparée depuis 1981 par le ministère de la planification mais non promulguée en raison de la situation de guerre qui n'est guère susceptible dans les conditions actuelles d'attirer le capital d'investissement, on est là devant un élargissement des possibilités économiques. La loi sur l'investissement étranger, en cas de paix, pourrait être promulguée et il y a des signes favorables que même le capital nord-américain investirait de façon substantielle au Nicaragua. Ce qui est encore beaucoup plus évident pour le capital des pays scandinaves, du Canada, de l'Europe et du Japon.

Un deuxième groupe parmi les grands producteurs pourrait s'appeler "climatique" ou ambigu. C'est-à-dire le secteur qui ne trouve ni climat politique ni climat économique pour investir ou réinvestir ses bénéfices. Il se rattache donc au système financier par capital de travail et il maintient sa production sans risquer son propre capital. C'est un groupe qui ne souhaite pas quitter le pays, dont une bonne partie de leurs proches sont sandinistes et vraisemblablement la majorité de leurs enfants. Ce secteur productif pourrait prendre des initiatives la paix revenue, avec une loi sur l'investissement étranger qui lui permettrait de participer à de nouveaux projets de développement.

Un troisième groupe parmi les grands producteurs se situe clairement dans l'opposition politique et économique; il ne collabore pas, il spéculé quand il peut et il décapitalise selon les formes légales ou grâce aux innombrables failles existant dans une économie extraordinairement ouverte aux pays centro-américains et à l'économie internationale.

Ce qu'on veut montrer par cet exemple c'est qu'au Nicaragua les grands producteurs eux-mêmes ne constituent pas un groupe homogène et qu'ils présentent un visage de pluralisme économique et politique extraordinairement large.

* Les autres 30% du PIB contrôlés par l'entreprise privée sont essentiellement générés par les petits et moyens producteurs - agricoles, industriels, commerçants - et par l'énorme secteur informel. Le plus significatif de ce secteur privé est qu'il intègre dans sa production probablement quelque 55% de la population économiquement active. C'est-à-dire à lui seul plus de travailleurs que dans le secteur privé des grands producteurs et dans le secteur public dans leur ensemble.

L'autre caractéristique du secteur privé des petits et moyens producteurs est son organisation productive croissante. Malgré l'agression on voit actuellement fonctionner dans le pays quelque 3.000 coopératives agricoles. Les coopératives dans la petite industrie et dans l'artisanat continuent d'augmenter en nombre en dépit des actuelles difficultés dramatiques de l'économie.

Le plus parlant et le plus préoccupant, c'est l'explosion du secteur informel non seulement dans le domaine commercial mais aussi en matière de petite production. C'est une aire économique mal connue techniquement et statistiquement mais qui est déterminante pour l'économie de survie. La possibilité d'organiser ce secteur sur la base d'accords de production et de commercialisation avec les ministères respectifs n'en est encore qu'à ses débuts, mais cela représente un grand potentiel de développement.

c) Ces trois grands blocs de l'économie pourraient, la paix revenue et grâce à une programmation minimale à moyen terme, commencer à entrer en concurrence en termes de participation au système financier, au commerce extérieur (importations et exportations), à l'assistance technique en proportion de leur efficacité et de leur productivité. Il se créerait à ce niveau une concurrence, non point sur la base d'un pouvoir

monopolistique des grands mais en fonction de leur production et de leur productivité, c'est-à-dire de leur contribution à la satisfaction des besoins et aux objectifs fixés annuellement par le programme économique. On considère en ce sens qu'une économie mixte constituée de trois blocs équilibrés de propriété répondrait à ce qui est recherché dans le projet de Constitution (10): la coexistence de plusieurs formes de propriété avec un objectif commun, le bénéfice du peuple, par garanties de marges de profit raisonnables en fonction de la contribution des différents secteurs de production aux objectifs appelés par la logique des masses et le nouveau sujet historique.

Ces trois blocs de propriété constitueraient également en eux-mêmes un phénomène nouveau dans le sens de la convergence idéologique signalée plus haut, qui n'implique ni uniformité ni nivellement, mais qui suppose une saine concurrence idéologique et créatrice pour stimuler le meilleur d'un peuple; une tâche qui va exiger des efforts communs géants pour en finir avec son lourd héritage de sous-développement et d'exploitation. Ces trois blocs ne sont donc pas juxtaposés mais organiquement intégrés à un projet national, avec une claire hégémonie populaire au niveau de son pouvoir, de ses objectifs et de son organisation.

Il est surprenant que l'expérience de sept années ait fait la démonstration que des compagnies multinationales ne considèrent pas ce critère de référence comme dangereux mais comme intéressant, en dépit de la situation d'agression et de détérioration économique profonde qui est celle du pays. Le capital à vision d'avenir n'a pas peur du risque de l'adaptation, de la souplesse créatrice et de l'acceptation des conditionnements résultant des nouvelles réalités historiques. Plus de 600 sociétés multinationales ont des activités croissantes dans les pays socialistes.

De leur côté, la petite et moyenne entreprise privée ainsi que le travailleur à son compte ont aujourd'hui, en pleine crise économique, davantage de conditions structurelles pour un marché libre et compétitif que sous le régime de Somoza où le marché libre constituait le patrimoine de ceux qui avaient la capacité économique de le mettre à profit. L'élargissement de la propriété est un phénomène paradoxal mais objectif de la réalité des sept années écoulées.

d) Le Centre national de l'entreprise privée, qui perçoit qu'il a perdu le pouvoir politique ainsi qu'une bonne partie de son pouvoir de rassemblement et de sa compétitivité économique, a commis une "erreur de calcul" quand il a estimé que le sandinisme ne pourrait pas résister aux assauts du gouvernement Reagan; il s'est assujéti à un projet qui n'est ni national ni encore moins des masses. Ce groupe contrôle environ 10% du PIB et rassemble ceux qui n'ont pas respecté les "règles du jeu" de l'économie mixte dans le Nicaragua assiégé, comme l'a déclaré M. Pepe Figueres, et qui se sont courbés devant la "logique de l'empire" ou s'y sont alliés pour détruire la révolution sandiniste.

Le montant des destructions économiques s'élevant à plus de deux milliards de dollars tout comme les coûts sociaux et matériels de l'agression (tableaux 1, 2, 3 et 4) ne sont pourtant pas la plus grande distorsion infligée à l'économie mixte, projet sandiniste. Il est plus difficile de quantifier, si ce n'est en plus négatif que la destruction physique, le fait que l'agression a accaparé "la conscience et le temps politiques" des dirigeants officiels, et même de l'opposition, ce qui a diminué d'autant la capacité de penser de façon créatrice le développement de la nouvelle société et de l'homme nouveau pour lesquels il a été lutté tant d'années durant. Il a fallu s'appliquer presque exclusivement à défendre la possibilité, nouvellement étrennée, de construire l'avenir. Le pays vit encore dans des conditions de combat insurrectionnel, vu que le gouvernement Reagan n'a laissé aucune marge d'autonomie et de temps pour expérimenter le projet sandiniste. En ce sens, la logique de la défense contre l'agression a été prédominante dans la règle du jeu de l'économie mixte. Les confiscations d'entreprises qui, à l'occasion, ont été faites en marge de la loi répondaient essentiellement au fait que certains secteurs de l'entreprise privée se trouvaient situés de l'autre côté de la barricade en pleine agression.

2) Pluralisme politique

L'expérience du tiers-monde et même du monde développé montre clairement qu'on ne peut instaurer un pluralisme politique réel s'il n'existe pas de démocratie économique. Les deux situations se répondent et appellent la redistribution de la richesse et du pouvoir.

[10] La conférence de X. Gorostiaga a été donnée avant l'approbation de la Constitution le 19 novembre 1986 [promulguée le 9 janvier 1987]. Cf. DIAL D 1170 [NdT].

La tenue des élections en situation d'agression militaire, l'élaboration de la nouvelle Constitution avec un large débat au plan national à travers les forums prévus, et cela non seulement en pleine agression mais aussi aujourd'hui dans un contexte d'embargo économique, traduisent la volonté de pluralisme politique. Il est indubitable que, dans de telles conditions, ni la démocratie ni le pluralisme politique ne peuvent atteindre les degrés de perfection et de développement qu'on pourrait obtenir dans une situation de grande normalité. L'existence de sept partis politiques, dans les limitations d'un état d'urgence résultant de l'agression, est un fait nouveau dans les révolutions du tiers-monde. Conformément à la proposition du président Ortega lors de l'assemblée générale des Nations-Unies, l'état d'urgence sera aboli dès la cessation de l'agression. Un élargissement et un approfondissement du pluralisme politique, avec la suspension de l'état d'urgence, de la censure de la presse et des autres restrictions aux libertés politiques, une fois consolidée la paix nationale et régionale, seront alors une possibilité réelle. Nous nous trouvons donc devant le défi de l'unification des forces pour que l'économie mixte et le pluralisme politique puissent être expérimentés dans leur plénitude en situation de paix et de normalité. Mais en cas d'escalade dans l'agression, il est possible que les besoins de la défense se traduisent par de plus grandes limitations, qui seront alors le fruit d'une imposition extérieure.

3) Non-alignement

L'expression, sur le plan international, de l'économie mixte et du pluralisme politique est à l'évidence le non-alignement. C'est la structure économique et politique intérieure qui crée les conditions d'un authentique non-alignement. Cela a permis au Nicaragua de diversifier sa dépendance historique vis-à-vis des Etats-Unis en coupant un vieux cordon ombilical politico-économique qui rattachait à la métropole l'économie et la politique du pays.

En sept années de révolution le Nicaragua a été capable de diversifier extraordinairement sa dépendance, et cela en dépit des limitations politiques et économiques dues à l'agression. Dans le graphique 2 nous présentons ce que nous avons appelé le "modèle à quatre pattes". C'est-à-dire une proposition d'insertion internationale qui entend conserver des liens économiques et politiques avec les Etats-Unis; augmenter ses liens avec l'Europe, le Japon et le Canada; développer une troisième "patte" en direction de l'Amérique latine, en rompant ainsi avec l'anachronisme irrationnel d'avoir maintenu les liens économiques avec les vingt-huit pays du reste du continent latino-américain à un niveau n'atteignant pas les 10% de ses échanges commerciaux. Le cordon ombilical avec les Etats-Unis et les vieilles métropoles avait empêché l'Amérique centrale et les Caraïbes de tisser des liens avec l'Amérique latine qui relève de leur réalité historique et économique commune. Le seul alignement politique des pays d'Amérique latine devrait être avec l'Amérique latine. Mais il en sera difficilement ainsi tant que ne seront pas jetées les bases d'un tel alignement latino-américain. D'ici là il n'y a place que pour un bolivarisme utopique (11) qui ne pourra prendre la forme d'un projet historique tant que n'existeront pas les bases matérielles d'une intégration économique. La crise latino-américaine actuelle, celle de la dette extérieure, et la conscience latino-américaine grandissante ouvrent cependant des possibilités nouvelles que les pays d'Amérique centrale et des Caraïbes s'intègrent à l'économie latino-américaine, avec leurs 65 millions d'habitants, leurs presque 70 millions de dollars de produit régional brut et leur grand potentiel économique et stratégique au service d'un projet latino-américain.

Le quatrième lien international est avec les pays socialistes avec lesquels le Nicaragua n'avait aucun rapport, ce qui a été la caractéristique de la plupart des pays de la région jusqu'à ces dernières années, à l'exception de Cuba évidemment. La possibilité de ce nouveau lien économique avec les pays socialistes, tant sur le plan de la technologie et du marché que de projets d'investissements, donne plus de souplesse aux petits pays de la région, ce que seule l'obsession idéologique peut présenter comme un danger de soviétisation.

Une telle diversification internationale est une garantie pour l'économie mixte et le pluralisme politique à l'intérieur. A leur tour l'économie mixte et le pluralisme politique permettent de jeter les bases d'une diversification sous forme de multipolarité économique et idéologique par rapport au monde actuel. Une telle multipolarité internationale, non assujettie aux Etats-Unis, autorise le pluralisme régional.

[11] Fondateur de la République de Grande Colombie, Bolivar a tenté toute sa vie d'unifier l'Amérique latine du 19e siècle [NdT].

Ces "quatre pattes" sont synonymes de souplesse accrue, d'alternatives et de complémentarités nouvelles pour des pays à haut niveau d'indépendance économique. Le "modèle à quatre pattes" pourrait également gagner beaucoup en cohérence et pouvoir de négociation si, au lieu d'être implanté dans chacun des petits pays d'Amérique centrale et des Caraïbes, il l'était au niveau d'un projet régional avec un Marché commun centro-américain et un Marché commun caraïbe. Avec le possibilité, à moyen terme, de fondre ces deux marchés régionaux en un grand Marché du bassin des Caraïbes. En complétant ainsi le "modèle à quatre pattes", le nouvel équilibre régional augmenterait les possibilités de recherche d'une complémentarité régionale par dépassement de la compétitivité sur les produits d'exportation qui constituent la base majoritaire du produit régional brut (café, sucre, banane, cacao, tabac, coton, poisson et viande). Ces "économies de dessert", comme on les appelle, qui se sont diversifiées dans les années cinquante grâce au coton, à la viande et au poisson, savent que leurs produits "de dessert" n'ont pas grand avenir sur les marchés internationaux tout comme leurs nouveaux produits d'agro-exportation n'ont pas non plus de meilleures perspectives. La possibilité de régler les problèmes de chacun des pays individuellement pris est de plus en plus limitée; il est nécessaire maintenant d'envisager un projet d'intégration régionale et de diversification au plan international. Mettre à profit la crise pour lancer un projet régional de développement économique, d'autodétermination politique et d'intégration latino-américaine: tel est l'objectif qu'en tant que Coopération régionale d'enquêtes économiques et sociales (CRIES) et centres d'enquêtes régionaux nous nous sommes fixé, comme un défi lancé à la pensée et à la volonté politique des intellectuels et des hommes politiques de la région.

L'embargo économique, en plus d'être un élément de l'agression et de la guerre de basse intensité menée contre le Nicaragua, a également pour but de pousser de plus en plus le Nicaragua vers les pays socialistes pour mieux le qualifier de tel et pour essayer de retirer toute légitimité à un modèle de non-alignement et de diversification internationale que les Etats-Unis considèrent comme un exemple dangereux dans leur arrière-cour. En ce sens la suspension des livraisons pétrolières par le Mexique et le Venezuela a contraint le Nicaragua à renforcer ses liens avec les pays socialistes et à leur demander davantage de solidarité, ce qui sert précisément de prétexte à l'agression.

Le modèle sandiniste original cherchait un équilibre international fait de relations diversifiées avec un marché multipolaire, pour retirer le maximum d'avantages comparés des divers pôles mondiaux et, en même temps, pour gagner en souplesse et en pouvoir de négociation auprès de chacun des marchés internationaux. En ce sens la bataille pour la légitimité de l'expérience sandiniste réside dans la possibilité pour le pays de choisir ses amis au plan international. Il est possible qu'avec un futur gouvernement nord-américain le Nicaragua établisse des parts de son marché international avec les Etats-Unis équivalentes à celles qu'il a avec les autres pôles d'Europe, d'Amérique latine et des pays socialistes.

Comme nous l'indiquons dans le graphique 2, on pourrait avancer les proportions suivantes: 20% avec les Etats-Unis; 30% avec l'Europe, le Japon et le Canada; 20% avec l'Amérique latine; et 30% avec les pays socialistes et les non-alignés. Une telle diversification internationale, dépassant la vieille dépendance de plus de 50% de rapports économiques avec les Etats-Unis, se verrait compléter par l'intégration dans le Marché commun centro-américain et, plus tard, dans celui des Caraïbes en attendant le grand projet d'intégration du bassin des Caraïbes dans l'économie latino-américaine. Le projet, qui semble utopique en plein conflit régional, pourrait s'ouvrir sur une participation du Marché commun centro-américain aux accords de Lomé, suite au regain d'intérêt de l'Europe pour la région centro-américaine. Par ailleurs l'initiative d'Olof Palme et d'autres dirigeants scandinaves dans le sens d'un projet de collaboration entre petits pays développés et petits pays sous-développés (un mini NOEI - Nouvel ordre économique international, comme on l'a appelé, entre Scandinavie et Amérique centrale/Caraïbes) est riche de perspectives. Les rapports économiques et politiques avec le CAEM (12), dans le cadre du non-alignement et de la diversification, peuvent être augmentés; il faut refuser d'écarter cette possibilité sous prétexte qu'elle nous enfermerait idéologiquement dans le conflit Est-Ouest.

La gravité de la crise oblige la région centro-américaine à repenser sérieusement son identité latino-américaine et son avenir économique dans le sens d'un projet commun d'intégration dans le reste de l'Amérique latine.

[12] Conseil d'assistance économique mutuelle, ancien COMECON des pays de l'Est (NdT).

4) Démocratie participative

La recherche de profondes transformations économiques, sociales et des relations internationales qu'implique la satisfaction des besoins "pain, toit, travail et dignité", suppose également la mobilisation et la participation de toute la population pour mener à bien ces transformations et pour réussir également la démocratisation en profondeur du pays. L'originalité de l'expérience sandiniste consiste en ce qu'elle a combiné la démocratie électorale, dite formelle par certains, et la démocratie populaire, dite réelle par d'autres. Ce dépassement des schémas idéologiques, qui évite l'idéologisation des efforts, est une composante venant renforcer l'économie mixte, le pluralisme politique et le non-alignement. Les quatre composantes sont liées les unes aux autres et se complètent pour constituer un nouveau critère de référence, avec la mobilisation des forces sociales propres à l'affermir, avec des structures équilibrées facilitant le dépassement des contradictions et l'agression impérialiste.

L'expérience de la participation massive à l'insurrection contre la dictature et la continuation de la mobilisation populaire à travers les campagnes d'alphabétisation, de santé et maintenant de défense, véritables mobilisation et organisation du capital humain marginalisé durant toute l'histoire du Nicaragua, créent les conditions d'une hégémonie populaire sur tout le processus de changement. L'organisation, à tous les niveaux de la société, pour mobiliser la ressource "peuple" est déterminante pour mettre fin au sous-développement et aux difficultés inhérentes aux transformations profondes à l'ère de l'impérialisme et dans sa zone d'influence la plus proche.

Il n'y a pas, dans le tiers-monde, d'expérience de transformations profondes qui n'ait suscité une guerre contre-révolutionnaire comme un composant historique du changement et de la lutte contre le sous-développement. La capacité de résistance d'un peuple petit, pauvre et sous-développé, en situation d'extrême pauvreté, est minime face à la grande puissance, surtout s'il est situé dans son "arrière-cour". Le fait que le Nicaragua ait survécu pendant sept ans, qu'il ait conservé une légitimité internationale ayant empêché son isolement, ne peut s'expliquer que par la participation majoritaire d'un peuple à un projet considéré comme le sien. La collaboration et l'aide internationales, à elles seules, n'auraient jamais permis d'obtenir ce résultat, quelle que soit leur importance.

Cette démocratie participative doit s'approfondir sur tous les plans de la société. Sur celui de la production, la crise est d'une telle gravité que, pour répondre au besoin d'augmentation de la production et de la productivité afin de survivre, le peuple doit en prendre collectivement la responsabilité en se faisant le sujet de l'économie par une mobilisation en faveur de la production.

5. Quelques réflexions finales

Vous pourriez me dire que je me suis écarté de mon sujet, l'économie mixte. Je pense que si elle n'est pas située par rapport à ses composants historico-structurels, elle court le risque d'être "fétichisée" ou, alors, d'être séparée des courants idéologiques. L'économie mixte est un instrument, une partie dans un processus de transformation sociale et de construction d'une nouvelle société et d'un homme nouveau. On ne peut l'isoler des composants qui lui donnent corps et dont elle n'est qu'un élément.

Dans la situation concrète de l'économie mixte au Nicaragua, on peut tirer quelques conclusions préliminaires:

1) La guerre n'explique pas toutes les difficultés ni la crise profonde que connaît actuellement le Nicaragua. Il y a d'autres facteurs. Mais ceux-ci sont, à notre avis, marginaux par rapport à la guerre. Si l'on peut attribuer à l'agression quelque 70% de responsabilité de la crise actuelle, il reste à l'évidence que quelque 10% peut en être attribué à la crise régionale et internationale, et qu'un autre 10% relève des erreurs, de l'incohérence, de la bureaucratie et de la corruption de fonctionnaires de l'Etat. Il est également indubitable qu'une part équivalente, au moins, est à attribuer aux patrons de l'entreprise privée qui, pour des raisons idéologiques ou des intérêts personnels ou collectifs, se sont refusés à collaborer, quand ils ne se sont pas situés de l'autre côté de la tranchée.

2) L'erreur de calcul du Centre national du patronat privé (COSEP), erreur évitée par les multinationales travaillant dans le pays, a consisté depuis 1981 à croire que la révolution sandiniste serait facilement démantelée et détruite par le gouvernement Reagan. Tout le pouvoir du gouvernement nord-américain, avec l'aide de larges secteurs de gouvernements "cipayes" d'Amérique centrale et celle d'un groupe puissant du patronat nicaraguayen, n'a pas été en état de détruire la révolution sandiniste.

3) Cette "erreur de calcul" du Centre national du patronat est manifeste si l'on considère qu'il n'a pas été suivi par un certain nombre de chefs d'entreprises, lesquels n'ont pas joué la cohésion de classe mais ont su s'adapter aux nouvelles circonstances avec plus ou moins de souplesse et de créativité.

4) Il est indubitable qu'un processus de paix et de négociation politique permettrait une plus grande participation de l'entreprise privée, avec des règles du jeu mieux définies, dans l'effort de reconstruction du pays. La générosité, la créativité et la possibilité d'une nouvelle convergence vers un consensus national de reconstruction sont les éléments du grand défi abordé dans ce séminaire auquel nous participons.

5) L'Etat doit procéder à une sérieuse évaluation de ces sept années et réfléchir sur ce qu'ont été les principales erreurs et limitations de façon à pouvoir, en cas de normalisation nationale et régionale à court terme, entrer dans une dynamique de plus grande efficacité, cohérence et complémentarité vis-à-vis du secteur privé. Pour ce faire il faudrait délimiter avec plus de précision le secteur correspondant à l'Etat, à l'aire de propriété sociale et au secteur privé.

6) L'héritage de sous-développement et la situation de tension sociale qu'a connue le pays suite à la fuite de techniciens et de professionnels font que le facteur humain manque davantage que le facteur devises et ressources. Il s'ensuit que l'un des plus graves problèmes surgis au cours de ces sept années - la faiblesse de la gestion et de l'administration économique - devrait être l'un des aspects fondamentaux à analyser, à étudier et à programmer pour l'avenir.

7) Les "règles du jeu" devraient être garanties par la Constitution, de même que les principes et les mécanismes d'établissement du budget, ainsi que la loi sur les investissements étrangers.

8) Il conviendrait également d'envisager à nouveau la nécessité d'un Conseil national de planification dans lequel le gouvernement, les syndicats, l'aire de propriété sociale et le secteur privé pourraient former un bloc pluripartite donnant une assise solide à l'économie nationale.

9) Le plus exceptionnel, dans le cas nicaraguayen, est qu'un petit et pauvre pays soumis à une telle force d'agression militaire, économique et politique par le puissant voisin ne soit pas dans une situation plus critique et plus chaotique. Des analystes nord-américains sérieux expliquent l'agressivité du gouvernement Reagan contre le Nicaragua par la perception qu'ont les dirigeants nord-américains du projet sandiniste: ce projet peut être un succès économique à moyen terme en raison de la richesse potentielle du pays, ce qui renforcerait sa légitimité aux yeux des autres pays de la région et du tiers-monde. Une telle viabilité économique renforcerait le projet d'autodétermination politique dans "l'arrière-cour" des Etats-Unis et constituerait de ce fait une menace à leur sécurité nationale, selon la conception formulée dans la doctrine Reagan de "globalisme unilatéral".

Le "mauvais exemple" d'une réussite économique et d'une autodétermination politique contraint à couvrir le risque des coûts politiques et économiques élevés, allant jusqu'à la violation du droit international, qu'impliquent la déstabilisation du Nicaragua et l'agression contre lui. Si le Nicaragua était parti à vau-l'eau par ses propres contradictions et inefficacités, le gouvernement Reagan ne se serait pas lancé dans des coûts politiques et économiques aussi élevés qui l'affaiblissent sur le plan intérieur de l'opinion publique nord-américaine et le discréditent dans l'opinion internationale, jusque chez ses propres alliés.

Les études récentes de deux professeurs nord-américains (*) montrent qu'en 1985 le gouvernement Reagan a consacré 9,4 milliards de dollars du budget nord-américain à l'Amérique centrale, répartis entre aide économique, aide militaire, maintenance des bases nord-américaines, manoeuvres militaires et mobilisation de "forces spéciales" aux Etats-Unis pour le contrôle de la région. Le montant de cette énorme dépense équivaut à la réduction du budget social nord-américain à destination des personnes âgées, des chômeurs et de l'alimentation dans les écoles. Les pauvres des Etats-Unis sont en train de payer la poursuite de cette politique d'augmentation des inégalités aux Etats-Unis et d'intervention en Amérique centrale.

10) Au moment où se tient ce séminaire, dans un contexte de possibilités théoriques porteuses d'espoir, la réalité politique régionale face au boycottage de Contadora et l'éventualité d'une augmentation

(*) J. Cohen et J. Rogers, "Inequality and Intervention", PACCA, Washington, 1986.

de l'agression nord-américaine par le financement de 100 millions de dollars ne permettent cependant de prévoir guère autre chose qu'une prolongation de la crise et de la guerre d'épuisement contre le Nicaragua.

L'économie mixte va continuer d'exister, et d'être assiégée, selon une logique de développement et de croissance. Cette limitation dramatique n'autorise pas à procéder à une évaluation dans l'abs-trait des possibilités d'un modèle d'économie mixte tel qu'il a été ébauché dans ces pages. Cependant la question reste plus ouverte que jamais. Le rôle déterminant ne sera pas joué par les variables économiques mais bien par les variables politiques, c'est-à-dire le comportement des différentes clas-ses sociales, la capacité de l'hégémonie populaire à susciter la concordance et le consensus national, mais surtout l'attitude des Etats-Unis. La communauté internationale, par sa passivité ou par sa vigi-lance dans la défense du droit international, peut aussi être un facteur décisif pour l'avenir de l'éco-nomie mixte au Nicaragua.

Graphique 1: Economie mixte et pluralisme politique
Nicaragua, 1985. PIB: 100

Aire de propriété du peuple *		Secteur privé	
40%		60%	
		Grands producteurs	Petits et moyens producteurs (± 55% de la population économiquement active)
25% confiscation aux somozistes		10% patronat patriote	Petits et moyens producteurs coopératives, secteur informel.
10% mixte nationale		10% secteur "climatique" (ambigu)	Agropastoral, industrie, commerce et services
5% mixte étrangère		10% patronat d'opposition	

* Nationalisation du système financier (commerce extérieur, exportations)

Tableau 1: Attaques contre-révolutionnaires à des objectifs économiques

Type	1981	1982	1983	1984	1985 *	Total 1981-1985
Sabotages d'objec-tifs économiques	19	55	199	236	131	640

* 1er semestre

Sources: - Centre de communication international:
revue Managua, Nicaragua, 1985.

- Article "Nicaragua, pays assiégé", par Deborah Barry, Rodolfo Castro et Raul Vergara,
dans Cuadernos de Pensamiento Propio, CRIES, Managua, juillet 1986.

Tableau 2: Coûts humains de l'agression militaire contre le Nicaragua (1980-1986)

Morts	3.999	} dont (1)	Enfants	912
Blessés	4.542		Jeunes	2.193
Séquestrés	3.191		Adultes et vieux	9.227
Orphelins	6.329		Brigadistes santé	27
Déplacés	250.000 (a) 300.000 (b)		instituteurs	246
	Coopérants européens (1983-1985) (c)		Techniciens (1984-1985) (d)	
morts	5		133	733
blessés	-		44	-
séquestrés	14		96	-

Sources: - Centre international de communication, op. cit.

- Pensamiento Propio n° 22, 1985

- Agence Nueva Nicaragua, n° 9, février-mars 1986

(suite page suivante)

- Wheelock Roman, Jaime, "Entre la crisis y la agresión: La Reforma Agraria Sandinista", 1ère édition, ENN, Managua, 1985.

Notes : (a) D'après Inforpress C.A.

(b) D'après INSSBI

(c) Y compris 2 assassinats en 1986 et les 8 Allemands récemment libérés

(d) Les victimes brigadistes de santé et techniciens comportent un pourcentage élevé d'internationalistes

Pris de "Nicaragua País Sitiado"

(1) Chiffres reproduits textuellement [NdT].

Tableau 3: Coûts matériels de l'agression contre le Nicaragua

Caractérisation	Nombre	Type de dommages
Centres de santé	20	détruits
-	99	abandonnés
Ecoles	48	détruites
-	502	fermées
Centres éducatifs adultes	840	fermés
Forêts (pins)	44.000 ha	brûlées (pertes: 2 millions de dollars)
Bateaux	20	brûlés ou coulés par mines
Centres miniers (Zelaya nord)	zones de guerre	pertes: 4 millions de dollars et 22.000 onces d'or
Mécanique et services	zones de guerre	pertes: 36 millions de dollars

Sources: - Valpy Fitzgerald, op. cit.

- Centre international de communication, op. cit.

- Barricada du 22/2/86

Tableau 4: Coûts économiques de l'agression contre le Nicaragua (en millions de dollars)

Type	1980	1981	1982	1983	1984	1985 (estimation)	Total
1 - Agression militaire directe	1,4	9,6	40,8	221,8	206,7	121,0	601,3
- Dommages à l'exportation	0,9	3,5	6,1	65,3	102,8	50,0	228,6
- Dommages consommation interne	-	-	15,0	32,1	56,9	73,0	177,0
2 - Coûts dérivés (déficit balance des paiements et fiscale)	-	2,8	31,4	221,2	496,2	108,0	859,6
3 - Agression financière directe			(1980-1984:)		511,0	58,0	569,0
TOTAL GENERAL							2.435,5

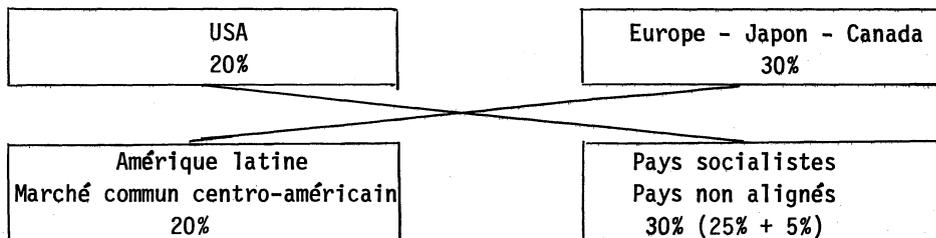
Sources: - Valpy Fitzgerald op. cit.

- Pensamiento Proprio, op. cit.

- Barricada du 22/2/86

Pris de "Nicaragua, País Sitiado"

Graphique 2: Nicaragua, non alignement et diversification de la dépendance (1985)



(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 320 F - Etranger 380 F - Avion 450 F

Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL

Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441